COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

DÉLIMITATION MARITIME DANS LA MER DES CARAÏBES ET L'OCÉAN PACIFIQUE

(COSTA RICA c. NICARAGUA)

ORDONNANCE DU 31 MAI 2016

2016

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

MARITIME DELIMITATION IN THE CARIBBEAN SEA AND THE PACIFIC OCEAN

(COSTA RICA *v.* NICARAGUA)

ORDER OF 31 MAY 2016

Mode officiel de citation :
Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua), ordonnance du 31 mai 2016, C.I.J. Recueil 2016, p. 235

Official citation :
Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua), Order of 31 May 2016, I.C.J. Reports 2016, p. 235

ISSN 0074-4441
ISBN 978-92-1-157292-6

N° de vente:
Sales number **1097**

31 MAI 2016

ORDONNANCE

DÉLIMITATION MARITIME
DANS LA MER DES CARAÏBES
ET L'OCÉAN PACIFIQUE

(COSTA RICA c. NICARAGUA)

MARITIME DELIMITATION
IN THE CARIBBEAN SEA
AND THE PACIFIC OCEAN

(COSTA RICA *v.* NICARAGUA)

31 MAY 2016

ORDER

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 2016

2016
31 mai
Rôle général
n° 157

31 mai 2016

DÉLIMITATION MARITIME DANS LA MER DES CARAÏBES ET L'OCÉAN PACIFIQUE

(COSTA RICA c. NICARAGUA)

ORDONNANCE

Présents: M. ABRAHAM, *président*; M. YUSUF, *vice-président*; MM. OWADA, TOMKA, CANÇADO TRINDADE, GREENWOOD, Mme DONOGHUE, M. GAJA, Mme SEBUTINDE, MM. BHANDARI, GEVORGIAN, *juges*; M. AL-KHASAWNEH, *juge* ad hoc; M. COUVREUR, *greffier*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Après délibéré en chambre du conseil,

Vu les articles 48 et 50 du Statut de la Cour et l'article 67 de son Règlement,

Rend l'ordonnance suivante:

Considérant que:

1. Par une requête déposée au Greffe de la Cour le 25 février 2014, la République du Costa Rica (ci-après le «Costa Rica») a introduit une instance contre la République du Nicaragua (ci-après le «Nicaragua») au sujet d'un différend relatif à la délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique.

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 2016

2016
31 May
General List
No. 157

31 May 2016

MARITIME DELIMITATION IN THE CARIBBEAN SEA AND THE PACIFIC OCEAN

(COSTA RICA *v.* NICARAGUA)

ORDER

Present: *President* ABRAHAM; *Vice-President* YUSUF; *Judges* OWADA, TOMKA, CANÇADO TRINDADE, GREENWOOD, DONOGHUE, GAJA, SEBUTINDE, BHANDARI, GEVORGIAN; *Judge* ad hoc AL-KHASAWNEH; *Registrar* COUVREUR.

The International Court of Justice,

Composed as above,

After deliberation,

Having regard to Articles 48 and 50 of the Statute of the Court and Article 67 of the Rules of Court,

Makes the following Order:

Whereas:

1. By an Application filed in the Registry of the Court on 25 February 2014, the Republic of Costa Rica (hereinafter "Costa Rica") instituted proceedings against the Republic of Nicaragua (hereinafter "Nicaragua") with regard to a dispute concerning maritime delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean.

2. Par une ordonnance en date du 1er avril 2014, la Cour a fixé au 3 février 2015 et au 8 décembre 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire du Costa Rica et d'un contre-mémoire du Nicaragua. Le mémoire et le contre-mémoire ont été déposés dans les délais ainsi fixés.

3. Lors d'une réunion que le président a tenue avec les représentants des Parties le 28 janvier 2016, celles-ci se sont accordées pour considérer que le dépôt d'une réplique et d'une duplique en l'espèce n'était pas nécessaire.

4. En application du paragraphe premier de l'article 67 de son Règlement, le greffier a, par une lettre en date du 13 avril 2016, informé les Parties que la Cour envisageait, conformément aux articles 48 et 50 de son Statut, de faire procéder à une expertise dans le cadre de laquelle un ou plusieurs experts seraient chargés de rassembler, en se rendant sur place, l'ensemble des éléments factuels relatifs à l'état de la côte entre le point situé sur la rive droite du fleuve San Juan à son embouchure et le point de la côte le plus proche de Punta de Castilla, tels que ces deux points peuvent être identifiés à l'heure actuelle. Les Parties ont également été informées que la Cour avait fixé au 3 mai 2016 la date d'expiration du délai dans lequel elles pourraient exposer leur position concernant cette éventuelle expertise, notamment leurs vues sur l'objet de celle-ci, le nombre et le mode de désignation des experts et les formalités à observer. Elles ont en outre été avisées de ce que toutes observations qu'une Partie souhaiterait formuler sur la réponse de la Partie adverse devraient être communiquées à la Cour le 13 mai 2016 au plus tard.

5. Par une lettre en date du 3 mai 2016, le Costa Rica s'est félicité de ce que la Cour envisage d'exercer son pouvoir de faire procéder à une expertise. Il a suggéré que la Cour désigne un comité d'experts composé de trois géographes indépendants et que les Parties aient la possibilité de formuler des observations sur l'identité desdits experts. Le Costa Rica a proposé l'inclusion d'un certain nombre de questions dans le mandat des experts. Il a en outre émis le souhait que les Parties aient la possibilité de formuler des observations écrites sur le rapport des experts avant l'ouverture de la procédure orale et que tout commentaire qu'une Partie entendrait formuler sur les observations de l'autre soit communiqué par écrit avant la tenue des audiences. Le Costa Rica a enfin formulé des propositions d'ordre logistique.

6. Par une lettre en date du 3 mai 2016, le Nicaragua a quant à lui indiqué qu'il n'estimait pas nécessaire de faire procéder à une visite d'experts sur les lieux, soutenant que, l'emplacement du point de départ de la frontière terrestre sur la côte caraïbe ayant été fixé par divers instruments, la localisation du point de départ de la frontière maritime entre les Parties constituait une tâche purement technique et juridique qui ne nécessitait pas de visite sur les lieux. Le Nicaragua a toutefois ajouté que si, ayant examiné sa position, la Cour estimait devoir faire procéder à une visite d'experts sur place, il serait disposé à formuler en temps voulu ses vues concernant les modalités de nomination du ou des experts et leur mandat, et à apporter à ceux-ci toute l'assistance possible.

2. By an Order dated 1 April 2014, the Court fixed 3 February 2015 and 8 December 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Costa Rica and a Counter-Memorial by Nicaragua. The Memorial and the Counter-Memorial were filed within the time-limits thus prescribed.

3. At a meeting held by the President with the representatives of the Parties on 28 January 2016, the Parties agreed that it was not necessary to file a Reply and a Rejoinder.

4. By a letter dated 13 April 2016, the Registrar informed the Parties, pursuant to Article 67, paragraph 1, of the Rules of Court, that the Court was considering arranging for an expert opinion in accordance with Articles 48 and 50 of its Statute, entrusted to one or several experts, asking such experts to collect, by conducting a site visit, all the factual elements relating to the state of the coast between the point located on the right bank of the San Juan River at its mouth and the land point closest to Punta de Castilla, as those two points can be identified today. The Parties were further informed that the Court had fixed 3 May 2016 as the time-limit within which they might present their positions with respect to any such appointment, in particular their views on the subject of the expert opinion, the number and mode of appointment of the experts, and the procedure to be followed. They were advised that any comments that either Party might wish to make on the reply of the other Party should be furnished by 13 May 2016 at the latest.

5. By a letter dated 3 May 2016, Costa Rica welcomed the exercise by the Court of its power to arrange for an expert opinion. It suggested that the Court consider appointing a committee of three experts, composed of geographers who were independent of both Parties, and that the Parties should have the opportunity to make observations on the identity of the experts appointed. Costa Rica proposed that a number of matters be covered in the terms of reference for the experts. It expressed the wish that the Parties should have the opportunity to provide comments on the experts' report in writing before the beginning of the oral proceedings, and that any comments that either Party might wish to make on the comments of the other Party should also be provided in writing in advance of the oral proceedings. Finally, Costa Rica made certain proposals regarding logistical matters.

6. By a letter dated 3 May 2016, Nicaragua, for its part, stated that it considered that there was no need to carry out a site visit, asserting that, since the location of the starting-point of the land boundary on the Caribbean coast had been established by various instruments, the determination of the starting-point of the maritime boundary between the Parties was a mere technical and legal task that did not require a site visit. Nicaragua nonetheless added that if, having taken into account its position, the Court considered that a site visit was necessary, Nicaragua would be ready to express in due time its position towards the terms of reference for the expert(s) and their appointment, and to assist them to the fullest possible extent.

7. Par lettres du 13 mai 2016, chacune des Parties a réitéré sa position.

8. La Cour considère que certains éléments factuels relatifs à l'état de la côte pourraient se révéler pertinents aux fins de régler le différend qui lui a été soumis, lequel est notamment relatif à la délimitation de la frontière maritime entre les Parties dans la mer des Caraïbes, et que, à cet égard, elle gagnerait à bénéficier d'une expertise. Ayant entendu les Parties en application du paragraphe premier de l'article 67 du Règlement et disposant de toutes les informations nécessaires aux fins de sa décision, elle est dès à présent en état de préciser l'objet d'une telle expertise, de fixer le nombre et le mode de désignation des experts, et d'indiquer les formalités à observer.

9. La décision de faire procéder à une expertise ne préjuge en rien la question de la détermination du point de départ ou du tracé de la frontière maritime entre les Parties dans la mer des Caraïbes, ni aucune autre question relative au différend soumis à la Cour, et laisse intact le droit des Parties de faire valoir leurs moyens de preuve et arguments en ces matières, conformément au Règlement de la Cour.

* * *

10. LA COUR,

Décide ce qui suit :

1) Il sera procédé à une expertise, laquelle sera confiée à deux experts indépendants, désignés par ordonnance du président de la Cour une fois entendues les Parties.

2) Les experts visés au point 1) ci-dessus se rendront sur place. Ils donneront leur avis à la Cour en ce qui concerne l'état de la côte entre les points invoqués respectivement par le Costa Rica et le Nicaragua, dans leurs écritures, comme étant le point de départ de la frontière maritime dans la mer des Caraïbes, et, en particulier, répondront aux questions suivantes :

   a) Quelles sont les coordonnées géographiques du point auquel la rive droite du fleuve San Juan rencontre la laisse de basse mer ?

   b) Quelles sont les coordonnées géographiques du point terrestre le plus approchant de celui qui avait été défini dans la première sentence Alexander comme étant le point de départ de la frontière terrestre ?

   c) Existe-t-il, entre les points visés aux *litt. a)* et *b)* ci-dessus, un banc de sable ou une quelconque formation maritime ? Si tel est le cas, quelles en sont les caractéristiques physiques ? En particulier, ces formations, ou certaines d'entre elles, sont-elles constamment découvertes, même à marée haute ? La lagune de Los Portillos/Harbor Head est-elle séparée de la mer ?

7. By letters of 13 May 2016, each of the Parties reiterated its position.

8. The Court considers that there are certain factual matters relating to the state of the coast which may be relevant for the purpose of settling the dispute submitted to it, which concerns in particular the delimitation of the maritime boundary between the Parties in the Caribbean Sea, and that, with regard to such matters, it would benefit from an expert opinion. Having heard the Parties pursuant to Article 67, paragraph 1, of the Rules of Court, and possessing all the information needed for the purpose of its decision, the Court is now in a position to define the subject of the expert opinion, state the number and mode of appointment of the experts, and lay down the procedure to be followed.

9. The decision to arrange for an expert opinion in no way prejudges the question of the determination of the starting-point or the course of the maritime boundary between the Parties in the Caribbean Sea, nor any other question relating to the dispute brought before the Court, and leaves intact the Parties' right to adduce evidence and submit their arguments on those subjects, in accordance with the Rules of Court.

* * *

10. THE COURT,

Decides that:

(1) An expert opinion shall be obtained, which will be entrusted to two independent experts appointed by Order of the President of the Court after hearing the Parties.

(2) The experts referred to in paragraph (1) above shall visit the site. They shall advise the Court regarding the state of the coast between the point suggested by Costa Rica and the point suggested by Nicaragua in their pleadings as the starting-point of the maritime boundary in the Caribbean Sea, and in particular answer the following questions:

(a) What are the geographical co-ordinates of the point at which the right bank of the San Juan River meets the sea at the low-water line?

(b) What are the geographical co-ordinates of the land point which most closely approximates to that identified by the first Alexander Award as the starting-point of the land boundary?

(c) Is there a bank of sand or any maritime feature between the points referred to in subparagraphs *(a)* and *(b)* above? If so, what are their physical characteristics? In particular, are these features, or some of them, permanently above water, even at high tide? Is Los Portillos/Harbor Head Lagoon separated from the sea?

d) Dans quelle mesure est-il possible ou probable que la zone concernée subisse des modifications physiques importantes à court et long terme?

3) Avant de prendre ses fonctions, chaque expert fera la déclaration suivante:

«Je déclare solennellement, en tout honneur et en toute conscience, que je m'acquitterai de mes fonctions d'expert en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience, et que je m'abstiendrai de divulguer ou d'utiliser en dehors de la Cour les documents ou renseignements de caractère confidentiel dont je pourrais prendre connaissance dans l'accomplissement de ma mission.»

4) Le greffier pourvoira au secrétariat des experts. Il pourra désigner à cet effet des fonctionnaires du Greffe.

5) Le greffier mettra les pièces de procédure et les documents annexés à la disposition des experts, qui les considéreront comme confidentiels tant qu'ils n'auront pas été rendus accessibles au public conformément au paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement.
6) Les Parties fourniront l'assistance requise aux fins des opérations d'expertise.
7) Les experts établiront un rapport écrit contenant leurs conclusions et le déposeront au Greffe. Ce rapport sera communiqué aux Parties, auxquelles la possibilité sera offerte de présenter des observations en application du paragraphe 2 de l'article 67 du Règlement.
8) Les experts assisteront, en tant que de besoin, à la procédure orale. Ils répondront aux questions des agents, conseils et avocats des Parties, en application de l'article 65 du Règlement.
9) La Cour se réserve le droit de poser de nouvelles questions aux experts si elle le juge utile.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le trente et un mai deux mille seize, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République du Costa Rica et au Gouvernement de la République du Nicaragua.

Le président,
(Signé) Ronny ABRAHAM.

Le greffier,
(Signé) Philippe COUVREUR.

(d) To what extent is it possible, or probable, that the area concerned will undergo major physical changes in the short and long term?

(3) Before taking up his or her duties, each expert shall make the following declaration:

"I solemnly declare, upon my honour and conscience, that I will perform my duties as expert honourably and faithfully, impartially and conscientiously, and will refrain from divulging or using, outside the Court, any documents or information of a confidential character which may come to my knowledge in the course of the performance of my task."

(4) The Registrar shall be responsible for the secretarial arrangements of the experts. He may appoint officials of the Registry to perform these duties.

(5) The Registrar shall place the pleadings and annexed documents in the case at the disposal of the experts, who shall treat them as confidential so long as they have not been made available to the public in accordance with Article 53, paragraph 2, of the Rules of Court.

(6) The Parties shall furnish any necessary assistance to the expert mission.

(7) The experts shall prepare a written report on their findings and file it with the Registry. That report shall be communicated to the Parties, which shall be given the opportunity of commenting upon it, pursuant to Article 67, paragraph 2, of the Rules of Court.

(8) The experts shall be present, in so far as required, at the oral proceedings. They will answer questions from the Agents, Counsel and Advocates of the Parties, pursuant to Article 65 of the Rules of Court.

(9) The Court reserves the right to put further questions to the experts if it thinks fit.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this thirty-first day of May two thousand and sixteen, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Republic of Costa Rica and the Government of the Republic of Nicaragua, respectively.

(Signed) Ronny ABRAHAM,
President.

(Signed) Philippe COUVREUR,
Registrar.

PRINTED IN FRANCE

ISSN 0074-4441
ISBN 978-92-1-157292-6